

Extraits du discours du Président de la République Française prononcé à DAVOS le 27 Janvier 2010.

Thèmes retenus pour ces extraits : Commerce mondial et dénaturation du capitalisme, en lien avec inégalités, pauvreté, droits humains, environnement.

Page 1. ... Cette crise n'est pas seulement une crise mondiale. Cette crise, n'est pas une crise dans la mondialisation. [Cette crise est une crise de la mondialisation ...](#)

Page 4. ... On ne va pas préserver l'avenir de la planète si nous ne payons pas le vrai prix de la rareté. Ce n'est pas une affaire d'experts. C'est notre affaire à tous.

[Nous n'allons pas réconcilier les citoyens avec la mondialisation, avec le capitalisme, si nous ne sommes pas capables d'apporter au marché des contrepoids, voire des correctifs.](#)

Finalement, en nous défaussant de toutes nos responsabilités sur le marché, nous avons créé une économie qui a fini par fonctionner à rebours des valeurs auxquelles elle se référait...

Pages 4 et 5. En mettant la liberté du commerce au-dessus de tout, on a affaibli la Démocratie, parce que les citoyens attendent de la Démocratie qu'elle les protège.

En privilégiant la logique du court terme, nous avons épuisé les ressources non renouvelables, abîmé l'environnement. Il ne peut y avoir de développement durable quand le profit immédiat et la valeur pour l'actionnaire sont les seuls critères. Je ne dis pas que ce sont des critères illégitimes, je dis que cela ne peut être le seul critère.

[En dérégulant à l'excès, qu'est-ce qui s'est passé ? Nous avons eu les dumpings, et une concurrence qui n'était plus loyale mais déloyale. Nous avons laissé s'installer une mondialisation fondée sur la croissance externe, où chacun cherche à se développer en prenant les entreprises, les emplois, les parts de marché des autres, plutôt qu'en travaillant plus, en investissant plus, en augmentant sa productivité, en augmentant sa capacité d'innovation.](#)

La mondialisation dont nous avions rêvée, c'était celle où, au lieu de prendre aux autres à coups de dumpings monétaires, sociaux, fiscaux, écologiques, chacun appuyait son développement sur le progrès social, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, sur l'amélioration de la qualité de vie.

Regardez : à l'O.I.T., au F.M.I., à la Banque mondiale, à la F.A.O., au G20, finalement, Mesdames et Messieurs, on discute de la même chose sous des aspects différents ; la grande question du XXIe siècle : comment remettre l'économie au service de l'homme ? C'est la question qui est posée à tous les responsables. Comment faire en sorte que l'économie n'apparaisse plus comme une fin en soi mais comme un moyen ? Comment aller vers une mondialisation où chacun en se développant contribuera au développement des autres ? Comment bâtir une mondialisation qui doit être plus coopérative parce qu'elle est trop conflictuelle aujourd'hui ?

Entendons-nous bien, et je veux être compris ici : il ne s'agit pas de nous demander par quoi nous allons remplacer le capitalisme mais de savoir : « quel capitalisme voulons-nous ? ».

La crise que nous traversons n'est pas une crise du capitalisme. C'est une crise de la dénaturation du capitalisme.

Le capitalisme a toujours été inséparable d'un système de valeurs, d'un projet de civilisation, d'une certaine idée de l'homme.

Le capitalisme purement financier est une dérive qui bafoue les valeurs du capitalisme. Mais l'anticapitalisme est une impasse pire encore. Il n'y a aucune solution dans l'anticapitalisme. Il n'y a aucun système autre que l'économie de marché.

Mais nous sauverons le capitalisme et l'économie de marché, en le refondant, oserai-je le mot, en le moralisant. Je sais que ce terme peut susciter beaucoup d'interrogations.

Mais de quoi avons-nous besoin au fond, sinon de règles, de principes, d'une gouvernance qui reflètent des valeurs partagées ? Et si nous nous dotions d'une morale commune ?

On ne peut pas gouverner le monde du XXIe siècle avec les règles du XXe.

On ne peut pas gouverner la mondialisation en tenant à l'écart la moitié de l'Humanité.

On ne peut pas prendre les décisions de la mondialisation sans l'Inde, sans l'Afrique, ou sans l'Amérique latine. C'est une folie.

On ne peut pas regarder le monde d'après la crise comme celui d'avant la crise.

Le monde de demain ne sera pas celui d'hier.

Il faut prendre nos responsabilités. Il y a des comportements indécents qui ne seront plus tolérés par l'opinion publique, mes chers amis, dans aucun pays au monde, fût-il le plus grand.

Il y a des profits excessifs qui ne seront plus acceptés parce qu'ils seront sans commune mesure avec la capacité à créer des richesses et des emplois.

Page 7. ... Alors moi je crois, Professeur SCHWAB, qu'on n'a pas le choix. Ou bien nous changerons de nous-mêmes, ou bien les changements nous seront imposés. Par quoi ? Par Qui ? Par les crises économiques, par les crises politiques et par les crises sociales. Faisons le choix de l'immobilisme et le système sera balayé, et il l'aura mérité !

Ou bien nous serons capables par la coopération, par la régulation, par la gouvernance de répondre à la demande de protection, de justice, de loyauté, ou bien nous aurons le protectionnisme, la fermeture et le chacun pour soi. Je suis pour la liberté du commerce, la liberté des échanges, mais y a-t-il une personne qui peut affirmer que les opinions publiques accepteront que certains pays s'exonèrent de toute règle pour inonder le marché des autres qui respectent des règles ? Le protectionnisme, qu'il ne faut souhaiter en aucun cas, viendra de ces dysfonctionnements-là....

Page 10. ... L'avancée décisive à mes yeux serait de mettre le droit de l'environnement, le droit du travail, le droit à la santé à égalité avec le droit du commerce. C'est une révolution dans la régulation mondiale et cela implique que les institutions spécialisées puissent intervenir dans les litiges internationaux et notamment commerciaux par le biais de questions préjudicielles.

La communauté internationale ne peut pas continuer à être schizophrène, oui nous sommes schizophréniques ! Nous renions à l'O.M.C. ou au F.M.I. ce que nous décidons à l'O.M.S. ou à l'O.I.T. Mais ce sont les mêmes ! Ce sont les mêmes pays, ce sont les mêmes dirigeants, on ne peut pas tenir

dans la même année deux discours totalement différents selon qu'on est dans une enceinte différente, ce n'est pas comme cela que l'on ramène la confiance et qu'on est à la hauteur de ses responsabilités....